



Déclaration et désignation du parent au ménage duquel le ou les enfants communs sont réputés faire partie

Ce formulaire peut être utilisé dans le cadre d'une imposition par voie d'assiette (déclaration d'impôt) et d'un décompte annuel.

Ligne	Parent dans le ménage duquel le ou les enfants communs sont réputés faire partie (signature A)			
1	Nom :		Prénom(s) :	
2	Rue et no :		Téléphone accessible le jour :	
3	Code postal :	Localité :	Courriel :	
4	Numéro d'identification national (à défaut: date de naissance) :			
Parent qui renonce irrévocablement à l'appartenance du ou des enfants communs à son ménage pour l'année 2025 (signature B)				
5	Nom :		Prénom(s) :	
6	Rue et no :		Téléphone accessible le jour :	
7	Code postal :	Localité :	Courriel :	
8	Numéro d'identification (à défaut: date de naissance) :			
Indications concernant l'(les) enfant(s) commun(s)				
	Nom(s) et prénom(s) de(s) l'enfant(s)	Date de naissance / Numéro d'identification national	Nom(s) et prénom(s) de(s) l'enfant(s)	Date de naissance / Numéro d'identification national
9	1)		3)	
10	2)		4)	
<p>Les données à caractère personnel communiquées par l'administré sont traitées par l'Administration des contributions directes en qualité de responsable du traitement et en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Pour plus de détails, vous pouvez consulter la rubrique «A à Z» du site internet de l'Administration des contributions directes, lettre «R», «Règlement général sur la protection des données (RGPD) - General Data Protection Regulation (GDPR)». www.acd.lu/fr/az/r/RGPD_GDPR.html</p>				
Nous affirmons que la présente déclaration est sincère et complète.				
11	_____ , le _____			
12	_____		_____	
	(signature A)		(signature B)	

Ce formulaire peut être utilisé :

1) dans le cas où l'enfant commun majeur de personnes vivant en ménage sans être mariées touche lui-même l'allocation familiale, l'aide financière pour études supérieures ou l'aide aux volontaires et que l'un des parents renonce à l'appartenance de l'enfant à son ménage en faveur de l'autre parent ;

2) dans le cas d'une demande pour la modération d'impôt pour enfants sous forme d'un dégrèvement d'impôt des contribuables vivant en ménage sans être mariés qui ont un ou plusieurs enfants communs pour lesquels aucune allocation familiale, aide financière pour études supérieures ou aide aux volontaires n'a été payée, et où les enfants communs sont réputés faire partie du ménage d'un seul de ses parents, à désigner par les deux parents ;

3) dans le cas d'une demande pour la bonification d'impôt pour enfant par le parent au ménage duquel l'enfant appartenait pendant l'année à la fin de laquelle le droit à une modération d'impôt pour enfant a expiré en 2023 ou 2024. Si l'enfant appartenait au ménage des deux parents sur base d'une résidence alternée pendant ladite année, ceux-ci désignent conjointement en remplissant le présent modèle, par année celui qui aura droit à la bonification d'impôt (article 123bis, alinéa 2, lettre c) L.I.R.).

La déclaration et la désignation valent pour une année d'imposition et ne peuvent être révoquées (règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 123 (8) L.I.R.).